Les étrangers et la révolution entre Genève et Grenoble : Peut-on faire la révolution sans se sentir étranger ?

Jean-Loup Kastler

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lrf/5967>

DOI : 10.4000/lrf.5967

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Jean-Loup Kastler, « Les étrangers et la révolution entre Genève et Grenoble : Peut-on faire la révolution sans se sentir étranger ? », *La Révolution française* [En ligne], 22 | 2022, mis en ligne le 20 janvier 2022, consulté le 21 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/5967> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.5967>

Ce document a été généré automatiquement le 21 novembre 2022.

Tous droits réservés

Les étrangers et la révolution entre Genève et Grenoble : Peut-on faire la révolution sans se sentir étranger ?

Jean-Loup Kastler

À la coupeuse de bois et à la porteuse d'eau...

- 1 « Ubi bene, ibi patria ». Ce slogan cher aux Lumières exprime l'attachement à l'échelle locale de ceux qui l'utilisèrent afin de définir la notion de patrie. Inspiré des *Tusculanes* de Cicéron, il est en ce sens identique à la célèbre phrase conclusive de *Candide* : « il faut cultiver notre jardin ». Au nom du développement local, il implique un regard critique sur l'expansion coloniale ultramarine de l'Occident qu'illustre parfaitement la conclusion ironique du conte de Voltaire. Fallait-il vivre la ruine en Eldorado pour comprendre la nécessité de cultiver son jardin ? On aurait tort de minimiser l'importance de ce questionnement dans le domaine de l'histoire des idées à la fin du XVIII^e siècle. Il n'est sans doute pas anodin que l'intérêt pour la petite patrie se développe chez des philosophes comme Voltaire ou Servan en pleine crise du modèle colonial français au lendemain de la guerre de Sept Ans. Le pouvoir impérial entre en crise et la légitimité de son exercice semble inversement proportionnelle à la distance qui le sépare de son point d'application. En d'autres termes, le pouvoir exercé à partir de l'étranger est incompatible avec la notion moderne de patrie, car nul ne peut être étranger à sa propre patrie. Cette nouvelle vision du monde possède sa part d'utopie, mais a l'avantage de s'ancrer dans la réalité concrète des petites Cités-États d'Europe occidentale qui en forment le laboratoire. Genève joue au sein de cet ensemble un rôle central¹. La petite République protestante est à cette époque une ville jalouse de son indépendance, agitée par d'importants troubles politiques alimentés par les revendications démocratiques d'étrangers installés à demeure sur son territoire depuis plusieurs générations. Ces derniers, qui prennent le nom de « Natifs », souhaitent une égalité de droit et partagent avec les Bourgeois Citoyens l'idéal patriotique de l'indépendance nationale genevoise face aux prétentions autoritaires de la monarchie française. S'intéresser à cette catégorie de la population genevoise permet d'inverser la perspective traditionnelle en ce qui concerne l'étude des étrangers en révolution. En

effet, il ne s'agira pas pour nous d'interroger le rapport que le pouvoir révolutionnaire a entretenu avec les étrangers comme l'a proposé, au seuil du XXI^e siècle, l'historien écossais Michael Rapport² en approfondissant un sillon tracé par les travaux précurseurs de Sophie Wahnich³. Nous nous concentrerons au contraire sur la façon dont les étrangers ont pu être des acteurs primordiaux des processus révolutionnaires à la fin du XVIII^e siècle.

- 2 De fait, en quoi le comportement de ces « étrangers » qu'on nomme les Natifs a-t-il pu jouer un rôle central non seulement dans la vie politique de Genève, mais aussi dans la formation intellectuelle et morale des élites de la ville voisine de Grenoble à la veille de la Révolution française ? Nous étudierons dans un premier temps le rôle joué par les Natifs dans le processus révolutionnaire à Genève de 1768 à 1782. Puis, nous montrerons dans quelle mesure cette expérience fondamentale a pu influencer les premiers mois de la révolution française à Grenoble en Dauphiné. Cette dernière partie nous permettra de montrer en quoi les événements dauphinois de 1788 ne peuvent être restreints à une simple pré-révolution parlementaire décrite par l'historien Jean Egret⁴, car ils sont à notre sens l'expression d'une véritable « révolution municipale » d'une importance primordiale pour la suite des événements révolutionnaires en France.

I) La révolution des Natifs de Genève : la cité de Calvin à l'heure française (1768-1782)

A) Les Natifs : des étrangers au cœur de l'engrenage révolutionnaire ?

Acteurs majeurs ou secondaires des mouvements révolutionnaires genevois ?

- 3 L'analyse des révolutions de Genève a souvent eu pour objectif de resituer l'œuvre de Rousseau dans les conflits politiques de son temps qui opposèrent la bourgeoisie issue du Conseil général des citoyens à l'aristocratie des Conseils inférieurs⁵. Les pétitions ou représentations en faveur de Rousseau portées par les premiers se heurtèrent dans les années 1760 à l'avis systématiquement *négatif* des seconds, qui refusèrent que ce sujet soit discuté par le Conseil général. Dans cette interprétation de la vie politique genevoise, le débat se réduisait ainsi à une opposition entre bourgeoisie représentante et aristocratie négative, appelées de façon simplifiée dans les textes de l'époque « Représentants » et « Négatifs »⁶.
- 4 Il existe pourtant à Genève une troisième catégorie de résidents qui est de loin la plus nombreuse et qu'on appelle les « Natifs ». Cette catégorie est le produit des vagues migratoires successives qui ont permis de peupler la cité de Genève. Ses membres sont en effet les enfants des migrants reçus comme habitants au cours des siècles dans la cité de Calvin sans pouvoir accéder à la Bourgeoisie. Par la durabilité de leur implantation sur le sol de la République, ils peuvent être considérés comme des étrangers « pérégrins », par opposition aux étrangers forains, qui n'y sont présents que de façon temporaire pour raison d'affaires. D'un point de sociologique, ils constituent la plus grande part des classes populaires. Leur intervention dans la vie de la cité genevoise pose donc la question de la démocratie au sens large du terme, que nous définissons comme la capacité des classes populaires à l'action politique autonome.

- 5 Paradoxalement, l'historiographie contemporaine s'est peu intéressée aux Natifs comme acteurs autonomes de la vie politique genevoise tout au long du XVIII^e siècle. Cette indifférence relative est d'autant plus étrange qu'elle entre en contradiction avec les propos des observateurs de l'époque. Dès 1753, le fribourgeois François-Joseph-Nicolas d'Alt de Tieffenthal rapporte, dans le dixième volume de son *Histoire des Helvétiens*, les propos suivants d'un anonyme genevois : « Tous les troubles qui sont arrivés à Genève dans les années 1734 et les suivantes viennent des Natifs et Habitants qui sont les trois quarts de la ville et qui par l'étroite liaison qu'ils ont avec les bourgeois, ont une grande influence sur les délibérations des Conseils généraux. Les Natifs sont mécontents et n'osent le dire. [...] Ils sont toujours le tiers absent non ouï. »⁷ Il faut de fait attendre les années 1760 pour que le mouvement des Natifs cherche à trouver sa propre place au sein du combat que se livrent Représentants et Négatifs, au point de devenir incontournable dans le jeu politique local.

Le patriotisme incertain des Natifs et l'indépendantisme genevois

- 6 La revendication d'autonomie des Natifs se traduisit dans un premier temps par leur émancipation politique vis-à-vis des citoyens bourgeois dont ils constituaient habituellement le bras armé et muet. Appartenant à la même communauté morale que ces derniers, les Natifs adoptèrent, sous la férule de leur leader Georges Auzière, une stratégie similaire à celle de la bourgeoisie représentante afin de se mobiliser en tant que corps de fait. À partir d'avril 1766, ils formèrent des cercles autonomes et rédigèrent des requêtes et des mémoires, imitant ainsi la démarche des citoyens bourgeois auprès des Conseils inférieurs de la République. Dans le sillage des *Mémoires* du Natif Isaac Cornuaud⁸, certains de ces textes furent rédigés par Voltaire, qui résidait alors au château de Ferney, à la frontière de Genève. Certains historiens y ont vu une démarche favorable à l'aristocratie des conseils inférieurs et soutenue par la diplomatie française⁹. Dans cette perspective, Voltaire est perçu comme un pantin de la monarchie française, et Choiseul, alors principal ministre de la monarchie, comme un ancêtre autoritaire de Vergennes partageant avec lui le même mépris pour la cause des Représentants. Cette vision nous semble en grande partie anachronique et repose sur la transposition, dans les années 1760, des rapports de force en jeu dix ans plus tard à Genève. À l'époque des premiers pas du mouvement Natif, Choiseul n'était en rien un partisan forcené des Négatifs. Il cherchait au contraire à nouer des relations de proximité avec les Représentants par l'intermédiaire de Necker. Voltaire était, de son côté, davantage l'honorable correspondant des Lumières que celui de la monarchie française. Ses relations de proximité avec les trois forces en présence à Genève en faisaient un partisan du compromis. Son célèbre ouvrage intitulé *La Guerre civile de Genève* vantait les mérites d'un possible compromis tout en déplorant l'intolérance qui caractérisait les débats dans la cité de Calvin. Enfin, les conseils inférieurs ne semblent pas avoir apprécié la démarche des Natifs autant que l'aurait souhaité Isaac Cornuaud, comme le souligne l'historien Charles Dardier dans un ouvrage consacré à la vie du Pasteur Esaïe Gasc : « Quoiqu'en dise Cornuaud, [les Natifs] ne reçoivent bon accueil ni de la part de l'ambassade française ni de la part des plénipotentiaires de Zurich et de Berne. Et le Conseil tenu très exactement au courant de ce qui se tramait contre lui entre Ferney et Genève fit arrêter Auzière qui était le plus compromis¹⁰. »
- 7 Ce n'est de fait qu'à la fin des années 1770 que l'aristocratie des conseils, inféodée à Vergennes par des relations d'affaires, tenta de manipuler les Natifs afin de les

retourner contre les Bourgeois Citoyens. Le Natif Isaac Cornuau fut employé à cette occasion comme une sorte d'agent par le résident de France à Genève dans le but de mettre en œuvre cette stratégie favorable aux Négatifs¹¹. Cette opération prit la forme d'un échange frénétique de brochures entre le Natif partisan des Négatifs Isaac Cornuau et le Natif favorable aux Représentants nommé Jean-Pierre Béranger. Cette « brochuromanie » se solda par une défaite du camp des Négatifs : les Natifs prirent sciemment le parti des Représentants. Contrairement à ce que prétendit Isaac Cornuau dans ses *Mémoires*, ce choix ne fut pas le produit d'une manipulation des Représentants ou de la naïveté aveugle de ce peuple de pèlerins que constituaient les Natifs face aux tromperies des Représentants. Les Natifs prirent le parti de ces derniers car cette alliance leur offrait davantage de droits tant sur le plan économique que sur le plan politique, comme nous allons le voir.

B) La corporation des horlogers : la « fabrique » de la révolution des Natifs ?

La centralité des préoccupations économique dans le mouvement des Natifs

- 8 Dans leur écrasante majorité, les Natifs appartiennent à la corporation des horlogers¹². Ils y sont même majoritaires parmi les compagnons, mais n'y possèdent pas les mêmes droits que les bourgeois citoyens. L'accès au statut de maître artisan leur revient plus cher qu'aux citoyens, qui payent des droits bien inférieurs à ce sujet. Par ailleurs, les Natifs sont exclus de fait du statut de maître juré et ne peuvent donc en aucun cas participer au gouvernement de la corporation. Ils ont même interdiction de faire commerce de ce qu'ils produisent jusqu'en 1768. La permission de commercer qui leur est alors accordée par un édit leur est retirée le 15 juillet de l'année suivante. Cela contribue à d'importantes tensions, qui se soldent par l'exil, au mois de février 1770, des chefs Natifs, dont Auzière et Berenger. À ces vexations professionnelles, il faut ajouter des brimades sur le plan fiscal qui touchent au commerce et à la vie quotidienne. Un Natif qui veut se marier doit payer un droit d'habitation dont son père s'est pourtant déjà acquitté. L'impôt dont les Natifs doivent s'acquitter auprès des Halles de Genève est deux fois supérieur à celui d'un citoyen et un tiers plus important que celui d'un étranger forain. Le Natif Jean-Pierre Béranger fait la synthèse de ces vexations dans un roman épistolaire de quelques pages daté de 1767 et intitulé *Le Natif ou Lettres de Théodore et d'Annette*. Sur le modèle de Roméo et Juliette, l'ouvrage relate l'histoire d'amour impossible entre un Natif et la fille d'un citoyen. Éconduit par le père de l'être aimé, Théodore finit par s'exclamer : « Ces mots m'ont anéanti ; longtemps immobile, l'indignation seule a semblé me rendre à la vie. Homme insensé, les titres donnent-ils le bonheur ! Est-il vrai que le citoyen seul n'est sujet qu'aux lois, que lui seul est enfant de la patrie ? Que nous ne sommes rien¹³ ? » Cette fable traduit mieux que toute autre le rapport étrange qui relie le Natif au citoyen. Étranger chez lui, le Natif ne diffère du citoyen ni par la religion, ni par la culture, ni par la langue. Il le fréquente au quotidien dans les cafés et au sein de la milice. Il appartient en un sens à la même famille ou, plutôt, au même milieu social et n'est distinct de lui que par le statut juridique, auquel s'ajoute parfois une inégalité de richesse. L'étranger Natif entretient avec le citoyen un rapport homologue dans son ambivalence à la relation communautaire qui unit compagnons et maîtres telle que l'a décrite l'historien William H. Sewell¹⁴. À la différence près qu'il est ici plus immédiatement politique et mieux

documenté qu'ailleurs en Europe ! Depuis la Réforme, les Genevois savent lire et écrire bien au-delà de la moyenne européenne en la matière. Cela crée un biais de sources favorable à l'historien, qui peut ainsi accéder à des traces écrites pour des catégories sociales qui, ailleurs, n'ont laissé que leur ombre.

Des revendications horlogères aux revendications démocratiques.

- 9 Si la situation des Natifs au sein de la fabrique d'horlogerie de Genève a été le déclic de leur mobilisation révolutionnaire, aucune de leurs démarches ne s'est traduite par une dissociation entre revendications économiques « utiles » et revendications politiques. De fait, il est évident que la distinction de ces deux types d'objectifs n'avait pas beaucoup de sens dans une cité comme Genève, où le monde des corporations était étroitement imbriqué dans les structures mêmes de la République. Participer au gouvernement de la corporation des horlogers en tant que maître juré apparaît comme un droit partiel à partir du moment où le règlement de cette corporation n'était valable qu'une fois validé par les Conseils de la cité de Calvin. En d'autres termes, les affaires économiques étaient, à Genève, des questions éminemment politiques et les Natifs l'avaient bien saisi. Par ailleurs, ces derniers n'avaient pas l'intention de remettre en cause les privilèges des Bourgeois Citoyens et la protection que leur octroyait la ville de Genève tant sur le plan commercial que sur le plan artisanal. Ils voulaient simplement les partager. Ils ne furent pas les dupes d'un libéralisme économique sauvage dont la volonté de dérégulation aurait représenté un danger pour eux comme pour les Bourgeois et Citoyens. De leur côté, si les aristocrates du Petit Conseil acceptaient de transiger sur la question des droits relatifs à l'artisanat, ils restaient frileux en matière de droits commerciaux et de droits politiques. Genève restait profondément marquée par son statut de cité marchande hérité du Moyen Âge et de ses foires. Le commerce y était un privilège citoyen et marquait à tel point la ville que le vocabulaire qui servait à décrire le fonctionnement des institutions urbaines semble directement hérité du monde négociant. Les Genevois parlaient ainsi de « grabeau » et non pas d'élection lorsqu'il s'agissait de nommer le processus de désignation des magistrats.
- 10 Les Natifs ne se concevaient donc pas comme les adversaires des Citoyens mais comme des Citoyens mal-aimés et spoliés de leurs droits par le temps et l'histoire, des « Gabaonites », juste bons à couper du bois et à porter de l'eau, pour reprendre le terme de Béranger¹⁵. Leur objectif n'était pas de détruire le système corporatif et démocratique, mais de s'y intégrer. Cette attitude démontre la puissance de la fabrique horlogère en tant que *communauté morale* et sa capacité à générer une sorte de sans-culotterie avant la lettre à Genève dans les années 1770. De fait, citoyens et Natifs convergeaient alors en direction d'un compromis social et politique fondé sur la reconnaissance d'un droit du sol permettant aux Natifs d'accéder à la citoyenneté gratuitement au bout de plusieurs générations. C'est tout le sens de l'Édit dit Bienfaisant du 10 février 1781, qui s'accompagna d'une prise d'armes révolutionnaire rassemblant Natifs et Représentants. Il fallut une intervention militaire franco-sarbo-bernoise pilotée par Vergennes à l'été 1782 pour rétablir l'aristocratie dans ses privilèges. *A posteriori*, la capacité de compromis politique dont ont pu faire preuve Natifs et citoyens Représentants interroge. Le modèle proposé par Steven Kaplan¹⁶ pour analyser ce type de situation n'offre pas de grille d'analyse adaptée pour comprendre cette convergence au sein même de la corporation horlogère. L'hypothèse d'un ralliement des Natifs à la suite d'un chantage à l'indépendance nationale des

Représentants est assez peu crédible dans un contexte où les Natifs sont justement considérés comme des étrangers. Par ailleurs, il n'existe pas de contraintes structurelles équivalentes à celles exercées par les sections dans le contexte révolutionnaire français au lendemain du décret d'Allarde du mois de mars 1791. L'aristocratie des Conseils encourageait au contraire les Natifs à se construire contre la bourgeoisie en autorisant leurs réunions et leurs rassemblements. Il est possible de supposer que l'esprit de compromis démocratique dont firent preuve Natifs et citoyens fut directement lié à la volonté de préserver le monopole horloger genevois dans un contexte de concurrence commerciale accrue à l'échelle internationale. En d'autres termes, la démocratie n'aurait pas été stimulée à Genève par le libéralisme économique, mais par une forme de protectionnisme associé à un idéal de cogestion issu du monde des corporations qu'il serait possible de qualifier de *patriotisme urbain néomercantiliste*¹⁷.

C) Gaspard Bovier : un étranger au service du mouvement révolutionnaire

Un espion au service de Choiseul.

- 11 Les Natifs originaires du Dauphiné étaient nombreux à Genève. Leurs relations avec leur province d'origine n'avaient pas été complètement rompues grâce à sa proximité et à ses relations commerciales et culturelles étroites entre Genève et la cité jumelle de Grenoble¹⁸. Il n'est donc pas particulièrement étonnant que les Natifs aient eu l'idée de se tourner vers un Dauphinois pour les aider dans leur combat pour la citoyenneté. L'un d'entre eux, Étienne Gide, avait fait la connaissance en Allemagne, pendant la guerre de Sept ans, d'un dénommé Gaspard Bovier, marchand gantier et avocat au Parlement de Grenoble. Ce dernier avait par ailleurs été l'hôte malheureux de Rousseau à Grenoble durant l'été 1768¹⁹. Les Natifs prirent la décision de l'appeler à l'aide pour rédiger un mémoire apologétique en leur faveur. C'est à cette occasion que le marchand gantier dauphinois fit un voyage à Genève, accompagné de trois amis, dont un docteur de Grenoble nommé Henri Gagnon, le célèbre grand-père de Stendhal²⁰. Ce voyage se déroula sous les meilleurs auspices. La compagnie rencontra les Natifs, mais aussi le résident de France et le patriarche de Ferney. Gaspard Bovier se lia particulièrement avec les leaders Natifs Georges Auzière et Jean-Pierre Béranger. Il bénéficiait d'une recommandation de l'évêque de Grenoble et affirma par la suite avoir joué à cette occasion le rôle d'agent de Choiseul en relation avec l'intendance du Dauphiné. Avec lui émerge dans notre récit un nouveau rôle de l'étranger en révolution : celui de l'espion. Revenu à Grenoble, Gaspard Bovier rédigea, avec l'aide de son beau-frère l'avocat consistorial Barthélémy d'Orbanne, un rapport en faveur des Natifs et de leurs prétentions politiques en matière d'accès à la citoyenneté. Cependant, ce document ne fut publié que très tardivement, alors qu'il n'était plus d'aucune utilité aux Natifs. Gaspard Bovier se lança parallèlement, avec le soutien du principal ministre, dans la rédaction d'un mémoire favorable à l'établissement d'une colonie d'horlogers protestants genevois à Versoix en Pays de Gex au sein du royaume de France. Cette ambition était de fait conforme à son identité de franc-maçon attaché à la liberté de conscience et à un idéal politique d'autogestion. Cette cité utopique connut un début de réussite avec l'exil de plusieurs Natifs en direction de Versoix en février 1770, mais n'atteignit jamais son objectif initial à cause de la disgrâce du Duc de Choiseul en décembre 1770. Le projet de Versoix, mis en parallèle avec certaines déclarations de

Voltaire et du résident de France à Genève au début des années 1770, a nourri à tort l'idée d'une hostilité radicale de Choiseul contre la libre République de Genève et ses citoyens Représentants. Il s'agit là d'un anachronisme issu d'une identification maladroite des vues de Choiseul et de son successeur Vergennes concernant la cité de Calvin. En réalité, Choiseul n'était pas opposé au patriotisme républicain qu'incarnait à cette époque le parti des Représentants, comme le montrent ses relations de proximité avec le très « républicain » abbé de Mably. Genève fascinait alors l'Europe des Lumières et le projet de Versoix n'avait pas pour objectif de nier l'existence de la République de Genève, mais de s'en inspirer pour créer une Genève française en Pays de Gex. Dans un de ses écrits autobiographiques, Gaspard Bovier reconnaît d'ailleurs avoir rêvé de Genève à la fin des années 1760²¹. Quelles furent les conséquences de ce rêve sur sa formation politique et intellectuelle, vingt ans avant la Révolution ?

Un juriste converti aux idées démocratiques

- 12 L'histoire des relations entre espionnage et révolution sert souvent à remettre en cause l'authenticité et la spontanéité des mouvements révolutionnaires²². Le cas de Gaspard Bovier démontre exactement l'inverse. Patriote français et « améliorateur », il accepta la mission confiée par Choiseul parce qu'elle s'accompagnait d'un projet de cité idéale qui résonnait avec ses valeurs. L'agent dauphinois ne parvint pas véritablement à manipuler le mouvement des Natifs, dont nous venons de souligner l'attachement à la Fabrique genevoise. Bien au contraire, il fut davantage « contaminé » par le virus de la démocratie qu'il ne réussit à les rallier à la cause du patriotisme français. Son *Mémoire justificatif* en faveur des Natifs en témoigne tout autant que son amitié durable pour Jean-Pierre Béranger. Sollicité à la fin des années 1770 par Isaac Cornuau dans le cadre de la stratégie de rapprochement entre Natifs et Négatifs, Gaspard Bovier refuse purement et simplement de s'impliquer sans l'accord de Béranger. La correspondance de ce dernier avec le juriste Jean-Louis Favre de Rolle nous apprend que Gaspard Bovier vient rendre visite à son ami en canton de Vaud depuis 1778²³. Cette amitié étroite, dont la dimension politique, est indéniable permet de se demander si certains écrits de Béranger à la veille de la prise d'armes du 10 février 1781 n'ont pas été en réalité rédigés en association avec Gaspard Bovier. Nous pensons plus particulièrement aux *Lettres politiques sur la Constitution de Genève*, dont l'attribution à un certain Monsieur B. est actuellement incertaine. De fait, l'implication d'étrangers forains, et plus particulièrement de Français, aux côtés des Natifs alliés aux Représentants à l'occasion de la prise d'armes de 1781 fut suffisamment fréquente pour que Vergennes leur fit promettre la pendaison s'ils étaient trouvés les armes à la main dans Genève par les troupes françaises chargées de réprimer la révolution genevoise à l'été 1782. Brissot, qui était alors particulièrement proche d'un des chefs du parti des Représentants, nommé Clavière²⁴, commenta la situation en ces termes : « À Rome, à Sparte il y avait de bonnes raisons de punir les traîtres à la patrie, et encore on eut peu d'occasion ; c'est qu'il y avait une patrie dans ces villes ; mais de bonne foi en est-il dans les États modernes²⁵ ? » De leur côté, les Négatifs avaient bien compris le parti qu'ils pouvaient tirer du risque de contagion des idées révolutionnaires en direction des provinces françaises voisines. Ils insistèrent sur ce risque, ce dont témoignent de nombreuses affiches de l'époque présentant un « colporteur genevois » diffusant les textes révolutionnaires à travers les montagnes²⁶. Vergennes répondit à ce sujet avec fermeté : « Comment n'aurai-je pas soin de votre patrie ? Vous avez tant soin de moi ! Je

vous réponds que j'éteindrai la démagogie, cette hydre à douze cents têtes²⁷. » Par cette métaphore dont l'historien américain Marcus Rediker a montré les résonances avec l'ordre colonial²⁸, Vergennes exprimait clairement les préjugés de sa classe et de sa caste : le peuple dans sa totalité était considéré comme étranger à la nation.

II) Le réveil dauphinois : colporter la révolution de Genève à l'étranger (1788-1789)

A) Grenoble relève le gant d'une révolution étrangère

Barthélémy d'Orbanne : un ami des Natifs à la tête de la révolution dauphinoise ?

- 13 Gaspard Bovier ne fut pas présent au sein de l'Assemblée de Vizille qui marqua les débuts de la révolution française en Dauphiné. On ne peut malheureusement pas l'identifier sur le célèbre tableau d'Alexandre Debelle représentant l'assemblée de Vizille. Ce n'est pas le cas de son beau-frère, Barthélémy d'Orbanne, qui occupa durant cette période les avant-postes de la révolution dauphinoise. Il rédigea, avec le docteur Henri Gagnon et un certain Mounier, une lettre ouverte en direction du roi le 2 juillet 1788. Il s'agissait d'une apologie de la révolution dauphinoise, dont la défense des libertés municipales constituait le cœur. Grenoble y était présentée comme une « bonne ville » du royaume de France ayant conservé de nombreuses libertés. De fait, les consuls de la capitale grenobloise étaient jaloux de ces libertés qu'ils considéraient comme un héritage sacré conféré par les seigneurs de leur province au lendemain d'un terrible déluge au début du XIII^e siècle. Les archives départementales de l'Isère nous montrent que Barthélémy d'Orbanne y voyait une sorte de tradition provinciale, Grenoble n'étant que la capitale d'une décapole dauphinoise dont l'assemblée avait été convoquée dans les siècles précédents pour représenter la province²⁹. Dans la droite ligne de ces réflexions, Barthélémy d'Orbanne ne présentait pas la future assemblée de Vizille, convoquée le 14 juin 1788, comme les États généraux de la province, mais comme l'assemblée des villes et bourgs du Dauphiné. Convoquer une telle assemblée était évidemment révolutionnaire, car cela impliquait qu'on y siègerait sans distinction d'ordres, comme cela était le cas dans les différentes municipalités du royaume. Enfin, Barthélémy d'Orbanne insistait sur la dimension sociale de la révolution dauphinoise. Assemblé dans l'Hôtel de Ville, le conseil général de Grenoble ne décidait pas uniquement de convoquer une assemblée provinciale, mais aussi de débloquent une aide pécuniaire pour une « foule d'artisans tombés subitement dans la misère³⁰ ». L'insistance de la municipalité sur les conséquences économiques de la réforme judiciaire initiée par Loménie de Brienne au mois de mai 1788 est une manière de tendre la main vers le monde des corporations, et plus particulièrement vers celui des gantiers, qui occupe une place similaire à Grenoble à celle de l'horlogerie genevoise tant sur le plan matériel que sur le plan symbolique. Pour autant, il serait absurde de réduire cette main tendue de la bourgeoisie municipale vers le monde des corporations à une tentative de manipulation d'un peuple jusque-là passif et serein. Comme le peuple des Natifs, le monde des corporations possède ses propres intérêts, qu'il défend en rédigeant un mémoire à l'attention du Contrôleur général de la monarchie au cours de l'année 1788. Dans le milieu particulièrement protectionniste des gantiers grenoblois, le traité de libre-échange avec l'Angleterre de 1786 est particulièrement impopulaire et crée un mécontentement qui guette l'occasion propice pour s'exprimer.

C'est tout le sens de la célèbre journée des Tuiles du 7 juin 1788, qui peut être analysée comme une revanche des idées démocratiques par rapport à l'échec de la prise d'armes genevoise de 1781. Grenoble relève le gant laissé à terre par les Natifs et Représentants genevois. La révolution fut avant tout, en Dauphiné, une *insurrection municipale* démocratique inspirée de l'expérience des Natifs de Genève.

Barnave ou le meilleur interprète de la révolution dauphinoise ?

- 14 Parmi les écrits qui connurent le plus grand succès durant les premiers mois de la révolution dauphinoise, il faut signaler le texte intitulé *Esprit des Édits enregistrés militairement*, dont Barnave revendiqua la paternité dans sa correspondance. Bien loin d'être le produit de la pensée originale de cet unique auteur, le texte doit son succès à sa capacité de faire la synthèse des idées qui motivèrent les premiers pas de la révolution en Dauphiné. Il constitue la preuve que le rapprochement que nous effectuons entre révolution genevoise et révolution grenobloise ne repose pas uniquement sur un raisonnement par analogie. Barnave y déclare : « Déjà notre gloire et notre puissance ont déchu dans l'opinion des autres États ; déjà considérés au dehors comme une nation ruinée, nous allons être méprisés comme des hommes avilis ; on ne craint plus notre ressentiment, on n'estime plus notre amitié, un peuple rival dévore impunément notre substance à l'abri d'un traité garanti par notre faiblesse : une République alliée s'est vue opprimée en nous tendant les bras ; l'orient que nous avons protégé nous appelle en vain, et nous semble donner à son tour des exemples de courage³¹. » La référence à la répression de la révolution genevoise organisée par Vergennes à l'été 1782 n'est pas associée par hasard dans ce texte au traité de libre-échange Eden-Rayneval avec l'Angleterre. Par ces références, Barnave mobilise à dessein la grammaire du *patriotisme urbain néomercantiliste* dont nous avons tenté d'établir la formule pour Genève. Il l'associe cependant à un discours impérialiste hostile à l'Angleterre et en déforme ainsi le sens originel. En effet, cette évolution du républicanisme classique, que nous pourrions qualifier anachroniquement de *girondinisme social*, est étroitement liée à un idéal de développement local qu'illustrent parfaitement les œuvres de l'avocat général au Parlement de Grenoble nommé Michel Antoine Servan. Dans une perspective similaire à celle qu'il avait pu développer dans son célèbre *Discours sur les mœurs* en 1768, Servan invite dès 1789 à décentraliser l'organisation politique de la monarchie au profit du développement local :

Toutes ces idées sur le patriotisme, les mœurs, l'inutilité et même le danger du ressort si vanté de l'argent, étaient, il y a très peu de temps, renvoyées avec dérision, à la République de Platon. Mais heureusement, de nos jours, le bon Rousseau et le sévère Mably nous ont un peu accoutumés à elles. [...] On reconnaîtra, j'ose l'espérer, que la politique de se ruiner d'abord par la guerre, afin de s'enrichir ensuite par le commerce, n'est pas la plus admirable politique. On sentira après tant de fautes et de malheurs qu'il faut laisser se développer insensiblement et d'elles-mêmes les forces d'un État bien constitué, comme on laisse développer sans les gêner, ni les presser les forces d'un enfant bien organisé.³²

- 15 Cet appel au laisser-faire n'est pas celui du libre-échange mais de la décentralisation. Associé à la critique d'une mondialisation prédatrice, il constitue l'ADN du *patriotisme urbain néomercantiliste* que Barnave mobilise à Grenoble dans son libelle anonyme tout en le déformant³³. Il introduit au passage une nouvelle figure de l'étranger en révolution : celle de l'ennemi, ou plutôt du rival, dont l'évocation a pour objectif de mobiliser les intérêts contraires. Cette figure de l'étranger sert moins à alimenter la

révolution dauphinoise qu'à la détourner à une autre échelle : celle des prétentions politiques nationales, voire internationales. Ainsi, le développement du processus révolutionnaire invite à repenser les relations entre politique intérieure et extérieure dans la perspective de ce que nous pourrions appeler une *géopolitique de la province*.

B) Le Dauphiné : la Révolution française cousue à l'envers

La révolution dauphinoise : une révolution étrangère au Royaume de France ?

- 16 Tout processus révolutionnaire s'accompagne non seulement d'un changement de régime politique, mais aussi d'une remise en cause fondamentale des cadres dans lesquelles les femmes et les hommes d'une époque ont cherché à penser et à s'approprier le monde. Il en va à ce sujet de la distinction fondamentale qui oppose nature et culture comme de celle qui oppose l'étranger au national. Jusqu'à la révolution, l'étranger s'oppose, au sein du royaume de France, au sujet. Comme le montrent les actes de soumission que l'on fait signer aux horlogers protestants désireux de s'installer en France à Versoix, le statut de sujet français ne confère aucun droit civique particulier qui relève, dans le système monarchique, du privilège ou de l'appartenance à un corps. En matière de liberté de conscience, il est même préférable en France d'être étranger plutôt que sujet de la monarchie. Il n'existe aucune *Magna Carta* valable pour tout le royaume qui permettrait aux sujets du Roi de France de justifier des droits inaliénables. D'un point de vue républicain, le sujet d'une monarchie ressemble à s'y méprendre à un étranger comme le remarquait fort justement Brissot dans ses écrits sur la révolution de Genève. Cela explique en grande partie le fait que la révolution en Dauphiné ait pris la forme d'une *déclaration d'indépendance*. Dès le 20 mai 1788, le Conseil général de la ville de Grenoble rédigeait un mémoire défendant les privilèges de la province du Dauphiné face aux édits de mai. Le texte, cosigné par le propre frère de Barthélémy d'Orbanne, qui siégeait au conseil général de la ville de Grenoble en tant que principal chanoine de la cathédrale Notre Dame, s'exprimait à ce sujet en des termes peu équivoques : « Ainsi tous nos souverains jusqu'à ce jour avaient jugé que la ville capitale de Grenoble était le siège naturel du tribunal que la province – comme principauté indépendante du Royaume – avait le droit d'avoir et de conserver dans son sein³⁴. » Il s'agit là d'une véritable déclaration d'indépendance qui fait apparaître une nouvelle figure de l'étranger en révolution : l'indépendantiste. Dans ce cas précis, l'identité d'étranger n'est pas imposée comme un stigmate mais revendiquée comme une dignité. Elle est la seule issue pour l'indépendantiste dans un régime politique comme la monarchie absolue centralisée, pour laquelle l'appartenance à la nation se définit avant tout par la soumission au monarque. Dans le cas du Dauphiné, la revendication d'indépendance s'appuie sur l'histoire particulière de la province, qui fut « transportée » en direction du royaume de France en 1349 en échange de la reconnaissance des privilèges spécifiques de ses habitants dans une charte nommée *Statut delphinal*. Le mémoire de la ville de Grenoble présente la situation de la façon suivante : « Or c'est à la suite presque immédiate de ses témoignages de sa volonté sur la résidence perpétuelle d'un conseil souverain dans sa capitale, que [le dernier prince du Dauphiné] transporta sa province aux enfants de France et loin de laisser à ceux-là la liberté d'arranger à leur gré l'ordre qu'il avait établi, il exigea d'eux une promesse solennelle de garder pour toujours et perpétuellement tous les privilèges, bons us et bonnes coutumes du pays de Dauphiné, des châteaux, églises, villes³⁵... » Le fait de

mentionner les privilèges des villes parmi ceux qui furent garantis à l'occasion du transport est totalement conforme au contenu même du statut delphinal, et n'est pas sans rapport avec le fait que la révolution prit en Dauphiné la forme d'une *insurrection municipale*. Paradoxalement, le chanoine Barthélémy, qui cosigna ce texte, était loin de trouver parfaits les statuts de la ville de Grenoble hérités du Moyen Âge. Il les défendit en tant que libertés locales contre l'arbitraire ministériel, mais les trouvait trop peu démocratiques à son goût. Il n'était pas le seul Dauphinois à cacher derrière la défense des traditions une certaine vision de l'avenir.

Mounier : Delphiniser le royaume de France pour le rendre étranger à la monarchie absolue

- 17 Mounier fut l'un des auteurs de la lettre au roi du 2 juillet 1788, avec le docteur Henri Gagnon et Barthélémy d'Orbanne. Il fut un des dirigeants de l'assemblée de Vizille du 21 juillet 1788, dont il rédigea le compte rendu, puis de celle de Romans, à l'occasion de laquelle il composa un plan de constitution pour la province du Dauphiné. Pour se justifier, Mounier n'hésita pas alors à faire référence aux privilèges spécifiques de sa province. Cependant, cette défense des privilèges dauphinois n'était qu'un tremplin en direction d'une réforme générale de la monarchie. La révolution commencée en Dauphiné en prenant prétexte de son indépendance devait se retourner comme un gant en direction de l'ensemble des provinces de la monarchie puis du royaume en général sans remettre en cause sa structure centralisée. Dans un ouvrage intitulé *Recherche sur les causes qui ont empêché les français de devenir libres*, Mounier déclarait *a posteriori* : « On ne doit pas me reprocher d'avoir présenté pour les états de Dauphiné, un plan très opposé [aux principes d'une monarchie centralisée]. Au moment où ce plan fut arrêté, on espérait les états généraux ; mais il eut été imprudent de ne pas révoquer en doute leur existence future, et de ne pas prendre les précautions nécessaires pour assurer les libertés de la province³⁶. » De fait, le modèle politique de Mounier est la monarchie constitutionnelle centralisée anglaise, comme il le précise quelques pages plus haut dans le même ouvrage³⁷. D'après lui, l'organisation politique décentralisée d'une nation présuppose un pouvoir central faible comme pour les cantons suisses ou les États-Unis. Dès lors qu'un pouvoir central fort existe, sa limitation ne peut reposer sur des provinces divisées faciles à manipuler. Il est remarquable que Mounier n'envisage à aucun moment un affaiblissement du pouvoir monarchique et encore moins un régime républicain confédéral à l'occasion de ses différentes interventions devant l'assemblée nationale au lendemain de la révolution. La pensée politique de Mounier est profondément différente et opposée au républicanisme « classique » d'un Mably ou d'un Servan, laquelle s'accompagne d'une fascination pour Genève et pour le modèle confédéral helvétique. Pour Mounier, on ne peut être Français sans accepter d'une façon ou d'une autre la soumission au pouvoir central monarchique. En ce sens, tout indépendantiste est non seulement un étranger mais aussi un traître. La pensée de Mounier ne tranche pas radicalement les liens qui relient le citoyen au sujet d'ancien régime.

C) Les maîtres gantiers face aux « bras nus » : le peuple est-il étranger en révolution ?

Mounier : le peuple rendu étranger à la patrie par le cens

- 18 Pour le dauphinois Mounier, l'appartenance à la patrie implique donc d'une manière ou d'une autre la sujétion à une monarchie centralisée. Cependant, ce qui l'intéresse dans le fait monarchique ne peut se réduire à la simple adhésion à un système institutionnel. Mounier voit dans la monarchie un *principe de sacralisation* d'un ordre social qu'il souhaite préserver. A *contrario*, il estime que toute démocratie populaire repose sur un désir d'indépendance qui représente un danger pour l'ordre social. Dans des *Considérations sur les gouvernements* transmises le 12 août 1789 à l'Assemblée nationale, il décrit le système démocratique hérité d'Athènes, cette Genève du passé³⁸, de la façon suivante : « Dans cet état d'anarchie, l'observateur est d'abord séduit par l'image flatteuse de l'indépendance ; mais il est bientôt convaincu qu'au milieu de cette multitude en agitation aucun homme ne jouit de la liberté et de la sûreté. » Le terme de sûreté est explicité quelques lignes plus loin : « La véritable liberté n'est que la sûreté des biens et des personnes. » Ce qui inquiète Mounier et certains membres du comité chargé du travail sur la Constitution dès l'été 1789, c'est la protection de cet ordre social fondé sur la propriété privée que l'article 17 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* finit par reconnaître sous conditions quelques semaines plus tard. L'indépendance populaire est perçue comme un risque de remise en cause de cet ordre social et Mounier qualifie pour cette raison la démocratie de « despotisme populaire » dans son intervention du 12 août. L'article 17 de la *Déclaration des droits* du 26 août n'ayant visiblement pas rassuré Mounier et ses proches, le député dauphinois finit par proposer dans un rapport du 31 du même mois une mesure entièrement contraire à l'article 6 de la *Déclaration* en question : conditionner le statut d'électeur au paiement d'un impôt direct de trois journées de travail et celui de candidat éligible à une élection à la détention d'un bien foncier. Un tel projet avait pour conséquence de rendre étrangers à la patrie une partie des citoyens français, et d'en faire l'équivalent français des Natifs de Genève. Mounier lui-même le reconnaît dans une déclaration à l'assemblée datée du 4 septembre de la même année, tout en maintenant son cap : « Si vous exigez pour les Électeurs des qualités qui en limitent le nombre, vous rendez tous ceux qui seront exclus, étrangers à leur Patrie, indifférents à sa liberté. Ces réflexions ont mené le comité à proposer d'admettre parmi les électeurs tous ceux qui payeront une imposition directe égale à trois journées de travail. »³⁹ Son projet entraînait en contradiction avec la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, de façon à garantir un ordre social fondé sur la sacralité de la propriété privée⁴⁰. Il est remarquable que Mounier le présente comme le produit d'une pensée complexe en quête de compromis, ce qui présuppose qu'il n'appartenait pas au camp le plus conservateur sur ce sujet. Ce projet fut validé par le décret du 22 décembre 1789, qui se contenta de transformer la condition de posséder une propriété foncière pour être éligible en obligation de paiement d'un impôt direct égal à dix journées de travail, le fameux « marc d'argent » de Robespierre. Il excluait de fait nombre de compagnons des corporations du droit de vote, et entraînait en contradiction évidente avec le *patriotisme urbain néomercantiliste* à tendance démocratique qui caractérisait Grenoble comme Genève. Or, c'est au sein de la corporation des maîtres gantiers grenoblois que devaient rebondir cette question à la fin de l'année 1789.

Les « bras nus » sont-ils des étrangers au sein de la corporation des gantiers ?

- 19 À Grenoble, la corporation des gantiers revêtait la forme d'une véritable *communauté morale* au sein de laquelle les maîtres devaient prendre en considération les revendications des compagnons afin de maintenir le quasi-monopole de la cité dauphinoise dans ce secteur. Ce monopole s'appuyait sur un savoir-faire particulier de gants blancs immaculés fabriqués à partir de cuirs de chevreaux ou d'agneaux retournés, de façon à ce que la fleur de la peau se trouve au dehors. On parlait à leur sujet de « gants passés au lait » ou au « blanc de Paris », qui n'était rien d'autre que de l'amidon. Les modèles féminins, ouverts jusqu'à la paume de la main, se fermaient par un laçage de soie et pouvaient être ornés en leur pied d'un falbala de la même matière. Le produit ainsi fini bénéficiait d'une restitution du droit de marque réservée à la ganterie grenobloise, qui représentait un avantage compétitif décisif au sein du royaume de France. La ganterie grenobloise contribua ainsi à la prospérité de la ville jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle. Elle connut alors des difficultés liées essentiellement à deux raisons : l'abattage du cheptel national de chèvres lié à la volonté de protéger les bois, et le développement de la concurrence étrangère, qui était communément attribué, à Grenoble, à l'exil d'artisans protestants au lendemain de l'Édit de Nantes. Pour cette raison, la corporation des gantiers dauphinois se mit à réclamer une protection croissante de la part de la monarchie et chercha à faire empêcher les exportations de peaux en direction de l'étranger par l'imposition de taxes prohibitives à la sortie. De fait, les mégissiers du Languedoc fournissaient de plus en plus la concurrence anglaise. Les gantiers grenoblois obtinrent gain de cause par un arrêt du Conseil du roi du 13 avril 1786, mais le traité Eden-Rayneval du 26 septembre de la même année fragilisa la position des gantiers grenoblois en accordant à l'Angleterre la clause de la nation la plus favorisée (article 7) et en permettant la contrebande de ses marchandises⁴¹. Pour ne rien arranger, l'arrêt du 13 avril 1786 fut révoqué par celui du 24 septembre 1788, qui réduisait par ailleurs le privilège grenoblois en matière de restitution du droit de marque. Tous les gants fabriqués dans le Royaume bénéficiaient désormais d'une restitution des deux tiers. La lutte pour la protection de la manufacture grenobloise devenait ainsi de plus en plus âpre. Elle s'étendait naturellement au marché du travail. Par un règlement de 1727 publié pour la première fois en 1749, la corporation des gantiers invitait ses membres à réserver l'emploi et la formation aux habitants de la ville de Grenoble afin d'éviter les fuites de savoir vers l'étranger : « Des motifs aussi intéressants pour le corps et les habitants de cette ville, doivent porter la communauté à parer à de tels inconvénients et à prendre des mesures convenables pour qu'à l'avenir aucun étranger n'ait l'accès chez aucun maître pour apprendre la profession de gantier⁴². » Par sa formulation, cette délibération exprime clairement la responsabilité économique et morale que les maîtres gantiers considéraient avoir par rapport à leur ville et à ses habitants. Cette mesure favorable à la main d'œuvre locale rencontrait l'intérêt des compagnons durablement implantés dans la ville et de leur descendance. Elle exprimait une sorte de solidarité de métier qu'il n'est pas étonnant de voir resurgir quarante ans plus tard à l'occasion du débat sur le cens électoral. Par une délibération énergique en date du 10 janvier 1790, les syndicats des corporations de Grenoble protestèrent en effet contre la volonté de fixer un prix de la journée de travail qui excluait les deux tiers des citoyens du droit de vote. Cette protestation, visiblement entendue par Barnave, amena un débat à l'assemblée nationale dont le résultat fut la fixation du prix de la journée de

travail à 20 sols au maximum, par opposition aux 50 sols souhaités par les amis de Mounier à la tête de la municipalité grenobloise⁴³. Il est étrange dans ce contexte que la corporation des gantiers ait tenté de faire taire les critiques qui s'exprimaient alors à l'encontre du député dauphinois par une délibération publiée au mois d'octobre 1789 et signée de la main d'un certain Bouvier. Cela peut s'expliquer, d'après nous, par les efforts que tentait au même moment ce maître gantier et ancien avocat des Natifs pour obtenir de la part du député dauphinois un engagement clair en faveur du droit des protestants à se présenter aux élections. Une lettre conservée à la bibliothèque de Grenoble en témoigne en des termes qui rappellent sans aucun doute possible la fraternité maçonnique qui liait les deux hommes⁴⁴. Preuve qu'au moment de la révolution française, Gaspard Bovier était encore l'utopiste de la cité de Versoix et que le combat pour la liberté de conscience restait une de ses principales préoccupations. Pour le patriote dauphinois, le préjugé de religion ne devait pas davantage transformer le citoyen de la révolution en étranger que celui de l'argent.

Conclusion

- 20 Participer à une révolution à la fin du XVIII^e siècle consiste avant tout à refuser d'être étranger dans son propre pays. Ainsi, les étrangers en révolutions ne le sont dans cette étude que par défaut. Leur désir de s'intégrer à la vie de leur cité et de leur corporation est un des principaux éléments de ce que nous avons appelé le *patriotisme urbain néomercantiliste* des cités de Genève et de Grenoble. Nous y voyons un des plus sûrs ferments du processus révolutionnaire tel qu'il s'est déployé dans ces deux villes. Par un enchaînement étrange qui relève à la fois de l'histoire d'espionnage et du projet utopique, la révolte des Natifs de la cité de Calvin initie le processus qui mène à une révolution populaire dans la capitale du Dauphiné. Suivre à la trace l'étranger dans un processus révolutionnaire comme celui qui émerge dans cette province à partir de 1788 est d'autant plus complexe que le référentiel politique change dans le même temps. Mais tout change pour que rien ne change. Le sujet d'hier devient le citoyen passif du lendemain. Les préjugés d'Ancien Régime se perpétuent. Derrière le citoyen passif étranger à sa Patrie décrit par Mounier se cache toujours « l'hydre aux douze cents têtes » dénoncée par Vergennes s'exprimant au sujet des Natifs. Face à cette volonté de diabolisation, le peuple des montagnes résiste non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique.
- 21 En effet, l'aliénation ne découle pas seulement, en cette fin de XVIII^e siècle, du pouvoir répressif d'une monarchie absolue de plus en plus conservatrice. Elle se nourrit dans le même temps de la dérégulation généralisée de l'économie mondiale qui accompagne les premiers pas du libéralisme économique comme théorie et comme pratique politique. Face à cette situation, la ville devient tout à la fois cité idéale et cité refuge pour ceux qui risquent de devenir étranger partout. Elle est le lieu d'une fermentation démocratique qui tente de repenser le pouvoir politique et la vie économique à l'échelle humaine. Dans ce contexte, Genève devient le laboratoire d'une *hétérotopie* qui fascine toute l'Europe. Sa corporation horlogère mute pour devenir un espace de réflexion sur la cogestion d'une activité professionnelle⁴⁵. Son conseil général initie une réflexion toujours actuelle sur l'implication directe des citoyens dans la vie politique. Est-ce un hasard si ces interrogations prennent pour la première fois racine dans le territoire français à Grenoble, jumelle alpestre de la cité de Calvin ? Doit-on y voir l'émergence

d'un modèle révolutionnaire montagnard⁴⁶ ? Si c'est bien le cas, il ne doit pas être confondu avec celui de 1793, qui n'en est qu'une déformation tardive. La montagne des révolutions de Genève et de Grenoble est celle d'une démocratie populaire, sociale et décentralisée. Elle n'est ni celle du Moïse de Spinoza⁴⁷ ni celle de Robespierre, dont la sacralisation d'un pouvoir lointain est, en un certain sens, déjà étrangère aux origines de la révolution de Genève et de Grenoble. Le « scénario » des révolutions montagnardes de Genève et Grenoble, au sens que les historiens Keith Michael Baker et Dan Edelstein donnent à ce terme⁴⁸, peut être considéré comme la matrice d'une nouvelle forme d'approche intégrée et transnationale permettant d'associer les considérations locales aux processus globalisés. Il constitue pour cette raison une des réponses possibles aux attentes formulées par l'historien David Avrom Bell dans son maître article « Questioning the Global Turn: The Case of The French Revolution ». Nous avons déjà identifié d'autres révolutions du XVIII^e siècle qui pourraient être rapprochées de ce modèle montagnard dans un article à paraître pour une revue italienne. Mais il nous semble que ce modèle traverse les siècles et possède des occurrences contemporaines. Ainsi, la révolution kurde du Rojava et son confédéralisme démocratique résonnent comme un lointain écho des révolutions montagnardes du XVIII^e siècle.

NOTES

1. Richard WHATMORE, *Against War and Empire: Geneva, Britain, and France in the Eighteenth Century*, YUP, 2015.
2. Michael RAPPORT, *Nationality and Citizenship in Revolutionary France: The Treatment of foreigners 1789-1799*, OUP, 2000.
3. Sophie WAHNICH, *L'impossible citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française*, Albin Michel, 1997.
4. Jean EGRET, *La pré-révolution française (1787-1789)*, PUF, 1962.
5. Guillaume CHENEVIÈRE, *Rousseau, une histoire genevoise*, Genève, Labor et Fides, 2012.
6. Rahul MARKOVITS, « L'incendie de la comédie de Genève (1768) : Rousseau, Voltaire et l'impérialisme culturel français », *Revue historique*, 2009/4 (n° 652), p. 831-873, URL : <https://www.cairn.info/revue-historique-2009-4-page-831.html>
7. François-Joseph-Nicolas D'ALT DE TIEFFENTHAL, *Histoire des Helvétiens*, Fribourg, Hautt, 1753, p. 179.
8. Isaac CORNUAUD, *Mémoires sur Genève et la Révolution de 1770 à 1775*, Genève, Jullien, 1912.
9. Fabrice BRANDLI, *Le Nain et le Géant. La république de Genève et la France au XVIII^e siècle*. Cultures politiques et diplomatie, Rennes, PUR, 2012.
10. Charles DARDIER, *Essai Gasc, citoyen de Genève, sa politique et sa théologie*, Paris, Sandoz et Fischbacher, 1876, p. 62.
11. Fabrice BRANDLI, *Le Nain et le Géant...*, op. cit., PUR, 2012, p. 69.
12. Alfred PERRENOUD, *La population de Genève, XVI^e-XIX^e siècle*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève et éditions Jullien, 1979.
13. Jean-Pierre BÉRENGER, *Le Natif ou Lettres de Théodore et d'Annette*, s. l., 1767, p. 5.

14. William H. SEWELL, *Gens de métier et révolutions. Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*, Paris, Aubier, 1983.
15. La référence aux Gabaonites de l'Ancien Testament est en réalité un lieu commun des penseurs du droit naturel. Béranger l'utilise dans ses *Considérations sur l'Édit du 10 février 1781*, Genève., s. d. [cote à la bibliothèque de Genève : BGE Gf 315/29 (35)] , p. 16.
16. Steven L. KAPLAN, *La fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001.
17. Le terme de néomercantilisme renvoie pour nous à une option régulationniste opposée au libre-échange. Il se distingue du mercantilisme classique en ce sens qu'il n'a pas pour objectif principal l'accumulation des espèces mais le développement industriel de la nation. Dans sa version philosophique voltairienne, le néomercantilisme s'accompagne d'une condamnation de l'esclavage. On peut l'associer à certaines grandes figures de la fin du XVIII^e siècle, comme Forbonnais, Melon ou Voltaire, mais il plonge aussi ses racines dans le monde des corporations et s'apparente en ce sens à ce que l'historien britannique Edward Palmer Thomson nomme « l'économie morale de la foule ».
18. Pierre LÉON, « Le Dauphiné et la Suisse au XVIII^e siècle. Un problème de relations économiques (1685-1785) », *Mélanges d'histoire économique et sociale en hommage au professeur Anthony Babel*, Genève, 1963, t. II, pp. 9-37.
19. Gaspard BOVIER, *Journal de l'avocat Bovier présenté et annoté par Catherine Coeuré et Jean Sgard*, PUG, 2012.
20. Jean-Loup KASTLER, *Aux origines de la Révolution française en Dauphiné : Les visiteurs du soir du château de Voltaire et la cité idéale de Versoix (1768-1787)*, Mémoire de Master II sous la direction de Pierre Serna, IHRF, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019.
21. Gaspard BOVIER, *Jean-Jacques Rousseau à Grenoble*, *Journal de l'avocat Bovier*, édité par Catherine Coeuré et Jean Sgard, Grenoble, PUG, 2012.
22. Olivier BLANC, *Les espions de la révolution et de l'empire*, Paris, Perrin, 1995.
23. Claudius FONTAINE-BORGEL, *Jean-Pierre Béranger, historien, publiciste et ancien syndic de Genève (1737-1807)*, Genève, Chez l'Auteur, 1885.
24. Richard WHATMORE et James LIVESEY, « Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot et les fondations intellectuelles de la politique des girondins », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 321 | 2000, p. 1-26.
25. Jean-Pierre BRISSOT, *Le Philadelphien de Genève ou Lettres d'un Américain sur la dernière révolution de Genève*, Dublin, 1783, p. 74.
26. Reproduction de ma collection privée.
27. *Mémoires et documents publiés par la société d'histoire et d'archéologie de Genève*, tome 41, Genève, Jullien 1962, p. 13.
28. Marcus REDIKER et Peter LINEBAUGH, *L'hydre aux mille têtes. L'histoire cachée de la révolution atlantique*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019.
29. Archives départements de l'Isère, 303 J 13.
30. Barthélémy D'ORBANNE, *Lettre au roi*, p. 17.
31. Antoine BARNAVE, *Esprit des Édits enregistrés militairement*, s. l., 1788, p. 20.
32. Michel-Antoine SERVAN, *Essai sur la formation des assemblées nationales, provinciales et municipales en France*, s. l., 1789, p. 95-97.
33. Les travaux de Jean Egret puis Clarisse Coulomb ont souligné l'attachement des élites parlementaires au libéralisme économique. Nos travaux tendent donc à circonscrire cet intérêt, dont les auteurs en question n'ont par ailleurs jamais affirmé qu'il était majoritaire au sein de la population de la province, contrairement à Pierre Léon.
34. *Documents historiques sur les origines de la Révolution Dauphinoise de 1788 publiés sous les hospices de la Municipalité à l'occasion des Fêtes du centenaire*, Breynat, Grenoble, 1888, p. 12
35. *Ibid.*

36. Jean-Joseph MOUNIER, *Recherche sur les causes qui ont empêché les français de devenir libres*, Paris, Gattey, 1792, t. 1, p. 247.
37. *Ibid.*, p. 218.
38. C'est une habitude commune, de Jean-Joseph Mounier à Benjamin Constant, de remplacer Genève par Athènes dans les discours politiques, afin de reléguer dans le passé le spectre de la démocratie directe.
39. Jean-Joseph MOUNIER, « Rapport sur la nécessité de la sanction royale », *Archives parlementaires de la Révolution française*, année 1875, t. 8, p. 556.
40. Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la révolution française*, t. I, Jules Rouff, 1901, p. 379-381.
41. Pierre SERNA, *Que demande le peuple ? - Les cahiers de doléances de 1789 - Manuscrits inédits*, Paris, Textuel, 2019.
42. Règlement et statut pour les maîtres gantiers de la ville de Grenoble, bibliothèque municipale de Grenoble, U01301, p. 11
43. Marie-France BRUN-JAMSEN, *La révolution au quotidien à Grenoble. Histoire de l'administration municipale*, Grenoble, PUG, 2018.
44. Jean-Loup Kastler, *Aux origines de la Révolution française en Dauphiné*, op. cit..
45. Antony BABEL, *Histoire corporative de l'horlogerie, de l'orfèvrerie et des industries annexes*, Kundig, 1916.
46. Monique COTTRET, « De Genève et du Brabant : quelques grains de sable dans la Révolution atlantique », dans Marc Bélissa et Bernard Cottret (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes*, Rennes, Les Perséides, 2005, p. 59-76 ; Pierre SERNA, « Every Revolution is a war of Independance », dans Susan Desan, William Max Hunt and Lynn Nelson (dir.), *The French Revolution in Global Perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.
47. Annie JOURDAN, « La faute à Spinoza ! À propos de : Jonathan Israël, Idées révolutionnaires. Une histoire intellectuelle de la Révolution française », *La vie des idées*, septembre 2020.
48. Keith Michael BAKER et Dan EDELSTEIN (dir.), *Scripting Revolutions*, Stanford, Stanford University Press, 2015.

RÉSUMÉS

IHMC-IHRF

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

This paper aims at studying the role foreigners played as “actors” and “smugglers” in the context of the revolutionary processes between Geneva and Grenoble in the late 18th century. By focusing on the case of the Natives—“peregrine” dwellers of the City of Calvin—we intend to show the essential part played by foreigners in the understanding of the close interlinking between the political and geopolitical phenomena characterising any revolution. Ultimately, we shall endeavour to explain how the Genevan revolutionary experience proved to be a matrix for the development of revolutionary ideas in the Dauphiné. In this regard, we shall explain how the French monarchy spy from the Dauphiné, Gaspard Bovier, became the “peddler” of democratic ideas in his own homeland. This will lead us to formulate the hypothesis of a “revolutionary mountain model” characterised by what we have called a *mercantilist urban patriotism* that could be likened to a form of social “girondinism”.

INDEX

Palabras claves : Cet article a pour objectif d'étudier le rôle des étrangers comme « acteurs » et comme « passeurs » dans le cadre des processus révolutionnaires entre Genève et Grenoble à la fin du xviii^e siècle. En partant du cas des Natifs, résidents « pérégrins » de la Cité de Calvin, nous montrerons comment l'étranger revêt un rôle déterminant pour comprendre l'imbrication étroite des phénomènes politiques et géopolitiques qui caractérisent toute révolution. Il s'agira enfin d'expliquer comment l'expérience révolutionnaire genevoise a, nous expliquerons comment l'espion dauphinois de la monarchie française Gaspard Bovier a pu devenir le « colporteur » d'idées démocratiques dans sa propre patrie. Cela nous amènera à formuler l'hypothèse d'un « modèle révolutionnaire montagnard » caracté

Keywords : Grenoble, Geneva, Patriotism, Utopia, Revolution

Mots-clés : Grenoble, Genève, Patriotisme, Utopie, Révolution